

ANALYSE EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE LE DEFICIT BUDGETAIRE ET L'INFLATION EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC).

Samuel TOTO NZENZA

Enseignant chercheur à l'Institut Supérieur Pédagogique de Matadi et à l'Université Technologique de Kinzau-Mvuete (RDC)

Samueltoto27@gmail.com

Research professor at the Institut Supérieur Pédagogique de Matadi and Université Technologique de Kinzau-Mvuete (DRC)

Samueltoto27@gmail.com

Résumé

L'objectif principal de cette étude est de mesurer l'impact du déficit budgétaire sur l'inflation, tout en déterminant d'autres variables explicatives de l'inflation en République Démocratique du Congo.

Ainsi, pour atteindre cet objectif, nous avons opté pour une démarche méthodologique en deux étapes : premièrement nous avons fait une analyse théorique se rapportant à la relation entre le déficit budgétaire et à l'inflation laquelle nous a permis à confronter des théories globales de l'inflation, précisément la théorie quantitative de la monnaie aux effets de snobisme, d'anticipation, et démonstration des structures économiques particulièrement la politique monétaire de la RDC. Deuxièmement, nous avons collecté les données statistiques et/ou macroéconomiques puis les analyser empiriquement via l'estimation d'un modèle de régression linéaire multiple avec la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Ce modèle économétrique nous a permis d'analyser le lien entre le déficit budgétaire et à l'inflation.

De cet effet, après une analyse longitudinale des données macroéconomiques provenant principalement de la BCC, du FMI et de la BM, de l'INS et l'I.R.E.S., durant la période allant de 2000 ans à 2023, nous avons abouti aux résultats selon lesquels le déficit budgétaire a une influence positive mais statistiquement non significative sur le taux d'inflation en RDC. Par conséquent, nous concluons que l'inflation courante en RDC n'est pas directement expliquée par le déficit budgétaire. Par contre, par le taux de change et le taux de croissance économique, où ce dernier est expliqué par un faible taux d'investissement et d'industrialisation du secteur agricole, alors que la somme de ceux-ci ont comme conséquences : le déficit de la balance commerciale, l'inflation, l'augmentation du taux de chômage, la misère, l'apparition de phénomène kuluna, etc.

Certes, Une relation positive est observée entre le taux de change et l'inflation d'une part, et une relation négative entre le taux de croissance économique et l'inflation est constatée d'autre part.

Mots clés : Analyse empirique ; Relation ; déficit budgétaire ; Inflation ; RDC.

Abstract

The main objective of this study is to measure the impact of the budget deficit on inflation while identifying other explanatory variables of inflation in the Democratic Republic of Congo.

To achieve this objective, we adopted a methodological approach in two stages : first, we conducted a theoretical analysis of the relationship between the budget deficit and inflation, which allowed us to compare global inflation theories, specifically the quantity theory of money, with economic policies, particularly the monetary policy of the DRC.

Second, we collected statistical and/or macroeconomic data and analyzed them empirically using multiple linear regression via the Ordinary least Squares (OLS) method. This econometric model enabled us to examine the relationship between the budget deficit and inflation.

As a result, after a longitudinal analysis of macroeconomic data mainly from the BCC, the FMI, The World Bank, the INS, and I.R.E.S., covering the period from 2000 to 2023, we found that the budget deficit has a positive but statistically insignificant impact on the inflation rate in the DRC. Consequently, we conclude that inflation in the DRC is not directly explained by the budget deficit. Instead, it is influenced by the exchange rate and economic growth rate, which in turn are affected by low investment and industrialization in the agricultural sector. The combined effects of these factors lead to several consequences, including trade balance deficits, inflation, exchange rate depreciation, poverty and the rise of social phenomena such as *kuluna* (gang-related crime).

Indeed, a positive relationship was observed between the exchange rate and inflation, while a negative relationship was found between the economic growth rate and inflation.

Keywords : Empirical analysis, Relationship, Budget deficit, inflation, DRC.

PROLEGOMENES

D'une façon simple, le budget de l'Etat correspond à l'ensemble de ses ressources et dépenses. En effet, pour reprendre la locution d'Henri Bouquin (2001), c'est une « expression comptable et financier des plans d'action retenus pour que les objectifs visés et les moyens disponibles sur le court terme convergent vers la réalisation des plans opérationnels ».

Le déficit budgétaire est le solde annuel négatif du budget de l'Etat. Il apparaît lorsque la demande des dépenses publiques dépasse de loin les recettes publiques nécessaires et disponibles, dans ce cas l'Etat fait souvent à des prêts nets pour les financer. Le déficit budgétaire n'est pas qu'un déséquilibre, il peut avoir un impact négatif sur les agrégats macroéconomiques et sur l'économie du pays dans son ensemble. C'est ainsi, plusieurs études se sont orientées sur le déficit budgétaire, compte tenu de ses effets sur la conjoncture économique de la nation notamment l'inflation, la situation monétaire et budgétaire.

L'analyse empirique de la relation entre le déficit budgétaire et l'inflation en RDC s'avère très nécessaires tant sur le plan scientifique que gouvernemental, car elle permet de voir les différents déséquilibres qui se sont réalisés. Par exemple le secteur économique primaire en RDC occupe une place prédominante dans l'économie congolaise, malgré qu'elle est dépendante des matières premières à plus de 60%, en conséquence, les fortes baisses des cours

des matières engendrent un recul de la fiscalité minière ou encore une baisse significative des recettes publiques issues de l'extraction, lesquelles qui causent des déficits budgétaires répétés.

En outre, l'impact du déficit budgétaire sur l'économie congolaise n'est plus à démontrer, pour Bitemo ndiwulu. X (2022), il est en partie lié à son mode de financement. Ainsi, pour financer le déficit budgétaire, l'Etat peut faire recours à plusieurs sources. Le premier réflexe est d'emprunter. Parfois, cependant, la situation budgétaire de l'Etat s'est tellement dégradée que les prêteurs potentiels ne lui font plus confiance. Il ne lui reste plus alors qu'à émettre de la monnaie, c'est-à-dire faire recours à la « *planche à billet* », suscitant de ce fait une croissance rapide de la masse monétaire et, en conséquence, une hyperinflation. Celle-ci ne fait qu'aggraver les problèmes budgétaires de l'Etat. En raison des délais de paiement de l'impôt, les recettes fiscales réelles diminuent en fonction de l'inflation, obligeant l'Etat, pour payer ses dépenses, à émettre encore davantage la monnaie. On voit donc que l'hyperinflation aggrave le déficit budgétaire et, du même coup, l'inflation. Ainsi, le déficit budgétaire est un facteur déterminant dans l'explication de l'inflation. Il ne s'agit pas du déficit budgétaire en tant que tel mais de son mode de financement.

Sur le plan théorique, les effets du déficit budgétaire et son financement sur l'inflation font l'objet de plusieurs approches. Il s'agit notamment de l'approche monétariste mais aussi de l'approche Keynésienne. D'ailleurs le rôle interventionniste de l'Etat n'a été reconnu qu'au début du 20^{ème} siècle et l'émergence des idées keynésiennes.

Ainsi, pour les monétaristes comme Milton Friedman (1976), l'inflation est toujours un phénomène monétaire. De ce fait, il fait savoir qu'à chaque fois qu'il y a eu récession, même mineure ou provisoire, le gouvernement s'est empressé d'augmenter ses dépenses, avec l'aide de la banque centrale et recours à la planche à billets. Cela a eu comme résultat d'amorcer un processus qui a abouti à l'inflation. Pour Friedman, le moyen de traiter l'inflation consiste à freiner l'ensemble des dépenses publiques pendant un certain temps. Le freinage des dépenses a comme effet de réduire le volume de la production et d'entraîner un ralentissement de la croissance, jusqu'à ce que les agents économiques se persuadent qu'il y a eu baisse de la demande globale.

D'une manière brève, les monétaristes pensent que l'inflation provient d'une augmentation continue de l'offre de monnaie. En effet, lorsque la banque centrale consentie à l'administration publique des prêts ou avances à travers une ligne de trésorerie, ces emprunts équivalent à une création monétaire qui lorsqu'elle surpasse la demande globale de l'économie entraîne une augmentation du niveau général des prix. Cette relation entre l'inflation et la création monétaire pour financer le déficit est mise en évidence par l'équation de Fisher exprimant la théorie quantitative de la monnaie. Selon cette théorie, la quantité de monnaie disponible détermine le niveau général des prix. Une hausse de la masse monétaire pour financer le déficit budgétaire entraîne une augmentation généralisée des prix sur le marché, toutes choses égales par ailleurs, autrement dit si la vitesse de circulation de la monnaie reste constante, l'offre de production en volume demeure inchangée et la demande de monnaie des autres secteurs ne diminue pas. (Bitemo, X., 2023).

L'approche Keynésienne par contre distingue le court terme et le long terme. A court terme, il y a plusieurs facteurs qui peuvent influencer l'inflation, parmi ces facteurs nous avons : la politique budgétaire et le choc d'offre. Une politique budgétaire expansionniste va entraîner l'augmentation de la demande globale. Il en résulte à court terme une augmentation de la production nationale mais également des prix. Une hausse temporaire des dépenses publiques

entraîne une hausse temporaire de l'inflation. A long terme, le revenu national est celui du plein emploi des ressources, par conséquent, à long terme une politique budgétaire provisoire n'aura pas d'effets durables sur les prix ; c'est seulement une politique budgétaire expansionniste permanente qui aura un impact durable sur l'inflation. Or il n'est pas possible d'avoir une politique budgétaire expansionniste permanente à cause de la contrainte budgétaire inter-temporelle du gouvernement. Un choc d'offre négatif, aura également un effet positif sur l'inflation. Ainsi pour les keynésiens, la politique budgétaire et le choc d'offre peuvent avoir un impact sur l'inflation à court terme mais ils n'ont aucun effet sur l'inflation à long terme. Comme pour les monétaristes, les keynésiens admettent aussi que c'est la croissance rapide de l'offre de monnaie qui entraîne une augmentation durable des prix.

Ainsi, cette étude se préoccupe donc d'analyser la relation entre le déficit budgétaire et l'inflation en République Démocratique du Congo. De ce fait, nous tenterons de répondre t aux préoccupations suivantes : **Quel est l'impact du déficit budgétaire sur l'inflation en RDC ? en d'autres termes l'inflation en RDC est-elle expliquée par le déficit budgétaire ? L'inflation en RDC serait-elle expliquée par d'autres variables ? Que devrait faire le gouvernement congolais pour lutter contre l'inflation et le déficit budgétaire ?**

En réponse aux questions sus évoquées, nous supposons que : le déficit budgétaire exerce un impact positif mais non significatif sur l'inflation en République Démocratique du Congo. L'inflation en RDC est expliquée par les facteurs suivants : le taux de change et le taux de croissance économique. Nous estimons donc qu'il existe une relation statistiquement significative entre ces deux variables et l'inflation.

1. REVUE DE LA LITTERATURE

Il est sans doute que la perception des diverses tendances de la pensée économique concernant la nature et l'impact du déficit budgétaire sur l'inflation a considérablement fluctué au fil du temps. Elle a également subi des changements en fonction de l'évolution des conditions économiques et de l'ampleur plus ou moins importante de l'endettement public. Ainsi, nous présentons ici, la revue de la littérature théorique et empirique relative à l'impact des dépenses publiques sur l'inflation.

1.1. Approches théoriques sur le déficit budgétaire et inflation

Le déficit budgétaire et l'inflation sont deux concepts économiques importants qui sont souvent étudiés conjointement en raison de leur relation potentielle. Plusieurs théories ont vu le jour en essayant d'étudier cette relation. Ainsi, dans le cadre de cette étude, nous présentons successivement les approches de la théorie classique et keynésienne.

1.1.1. L'approche classique

La conception traditionnelle du rôle de la politique budgétaire avancée par les libéraux au XIX^{ème} siècle soulignait la neutralité de l'Etat. En d'autres termes, les économistes libéraux considéraient l'équilibre budgétaire de l'Etat comme un élément fondamental pour :

- Garantir la neutralité de l'Etat à l'égard de l'économie ;
- Eviter l'accroissement de dépenses publiques ce qui aurait signifié, à la fois un signe de mauvaise gestion des affaires de l'Etat et en même temps l'immixtion de celui-ci dans la vie économique ;
- Et de ne pas perturber les grands équilibres économiques de marché.

D'après les économistes favorables au libéralisme, l'Etat ne devrait se concentrer que sur ses fonctions régaliennes, notamment : maintien de l'ordre, justice, travaux publics, régulation monétaire, défense et politique étrangère (Montoussé, 2008).

Toute intervention excessive de l'Etat pourrait causer une surabondance de monnaie en circulation, ce qui conduirait à une inflation selon les principes de la théorie quantitative de la monnaie (TQM).

Cette doctrine est fréquemment nommée « doctrine traditionnelle » car elle a été élaborée dès le XVIII^{ème} siècle par les précurseurs de l'économie, tels que David Hume, auxquels on fait référence actuellement à cette doctrine pour expliquer les facteurs de long terme du niveau global des prix et du taux d'inflation.

D'après J. Bodin (2010), un économiste français, la valeur d'une monnaie nationale est inversement liée à la quantité de biens disponibles sur le marché. Plus il y a d'abondance de monnaie et de rareté de biens, moins la monnaie a de pouvoir d'achat et donc de valeur, et inversement.

En 1911, Irving Fisher est devenu le premier économiste à modéliser mathématiquement l'augmentation des prix. Il a identifié une corrélation linéaire entre la quantité de monnaie en circulation et le niveau général des prix. La première version de la théorie quantitative de la monnaie a été développée par cet économiste américain, qui a ensuite été améliorée par deux économistes anglais de l'école de Cambridge, Marshall et Pigou, d'où son nom d'équation de Cambridge. Fisher met en évidence une relation linéaire entre la quantité de monnaie et le niveau général des prix : $M \cdot V = P \cdot T$ avec :

M : La masse monétaire (quantité de monnaie en circulation dans une économie).

V : La vitesse de circulation de la monnaie (nombre d'achats moyen réalisés par une unité monétaire).

P : Le niveau général des prix.

T : Le nombre de transactions pendant une période donnée.

Ce calcul met en évidence que toute augmentation de la quantité de monnaie entraîne automatiquement une augmentation du niveau général des prix. En effet, si la vitesse de Circulation de la monnaie (V) et le volume réel des transactions (T) sont constants et si la demande de monnaie s'adapte à l'offre, alors toute modification de l'offre de monnaie doit se traduire par une modification proportionnelle du niveau général des prix (P). Ainsi, l'inflation trouve son origine dans la monnaie.

La théorie de Fisher est basée sur deux hypothèses :

- La vitesse de circulation de la monnaie (V) est constante à court terme (ceci peut s'expliquer par le fait que les habitudes de paiement des agents dans l'échange ne changent pas sensiblement à court terme).
- Le volume des transactions (T) est constant (car Fisher raisonne en situation de plein emploi des facteurs de production d'où un volume T optimal).

V et T étant constants, V/T est constant.

On a : $MV = PT$ c'est-à-dire $P = (V/T) \cdot M$.

En posant $(V/T) = \alpha$, on aura $P = \alpha M$ c'est-à-dire $\Delta P = \alpha \Delta M$ c'est-à-dire $\Delta P/P = \Delta M/M$.

Comme c'est la variation de M qui provoque la variation de P, on écrit alors : $\Delta M/M = \square P/P$.

Ainsi, toute variation relative de la quantité de monnaie en circulation dans une économie ($\Delta M/M$) implique une variation proportionnelle et dans le même sens ($\alpha > 0$) du niveau général des prix ($\Delta P/P$).

Dès 1917, A.C. Pigou suggérait dans son article « The value of money » de raisonner non pas sur des transactions mais plutôt sur les capacités financières des individus. Cette notion de capacités financières a ensuite été remplacée par celle de revenu, suite aux travaux d'Alfred Marshall en 1922 dans « Monnaie, crédit et commerce ». La vitesse de circulation de la monnaie est alors devenue la vitesse de revenu, c'est-à-dire le nombre de fois que la monnaie est convertie en revenu au cours d'une période donnée.

1.1.2. L'approche keynésienne

La période de crise des années trente et les perturbations causées par la seconde guerre mondiale ont encouragé l'apparition d'une nouvelle vision du rôle de la politique budgétaire de l'État, connue sous le nom d'approche keynésienne. Les politiques budgétaires inspirées du keynésianisme ont été en vigueur jusqu'à la fin des années 1970.

Les principales caractéristiques de l'approche keynésienne des politiques budgétaires reposent sur les idées suivantes :

- Le budget de l'Etat est un instrument de régulation de la conjoncture économique ;
- Les déficits sont utiles lorsqu'ils permettent de relancer la demande globale et de stimuler la croissance en vue d'atteindre le plein emploi ;
- La politique budgétaire est plus efficace pour réguler les fluctuations du cycle économique que la politique monétaire ainsi le théorème de haavelmo a permis de montrer qu'un budget à l'équilibre n'exerce pas un effet neutre sur le développement de l'activité économique car, si les dépenses de l'Etat et les impôts s'accroissent d'un même montant, cela entraîne un effet multiplicateur du budget.

Par ailleurs, selon les économistes d'inspiration keynésienne, les variations du taux d'intérêt n'exercent qu'une faible influence sur le niveau et les rythmes de l'investissement. Par conséquent, des taux d'intérêt bas ne suffisent pas à relancer l'investissement et à accroître le niveau de la demande effective (Montoussé, 2008).

D'après Keynes et les économistes qui se réclament de sa pensée, il existe une « trappe à liquidité » qui fait lorsque le taux d'intérêt descend au-dessous d'un certain seuil, celui-ci réagit plus à une politique monétaire de stimulation de l'activité. Par ailleurs, en régime de change fixe, la politique monétaire perd sa crédibilité comme instrument de régulation des fluctuations de la conjoncture économique.

Le keynésianisme a donc plutôt privilégié l'arme budgétaire que l'arme monétaire tant qu'outil de régulation de la conjoncture économique.

Cependant, le recours aux politiques keynésiennes de réglage de la conjoncture économique s'est traduit par :

- D'une part, le phénomène simultané de tassement de la croissance économique et de hausse de l'inflation connu sous le nom de « stagflation ».
- D'autre part, la montée des déficits des finances publiques.

Ces évolutions ont marqué d'une façon décisive les limites de l'efficacité des politiques keynésiennes, sous leur forme classique. Elles ont donné lieu à un courant de recherche fondé sur la soutenabilité des politiques budgétaires visant à concilier :

- D'une part, le soutien de l'activité économique.
- Et d'autre part, la possibilité de mener une politique budgétaire sans remettre en cause le ratio dette publique/PIB.

1.2. Quelques études empiriques sur le déficit budgétaire et inflation

Nguyen (2015), a examiné les effets du déficit budgétaire et de l'ensemble monétaire M2 sur l'inflation dans neuf pays asiatiques, à savoir le Bangladesh, le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, le Pakistan, les Philippines, le Sri Lanka, la Thaïlande et le Vietnam entre 1985 et 2012. Il a employé les schémas de correction d'erreur PMG (Pooled Mean Group) qui se fonde sur l'évaluation du groupe moyen, en utilisant les variables suivantes : l'inflation IPC, le déficit budgétaire, M2, le PIB réel par personne, les dépenses budgétaires, le taux d'intérêt, le taux de change et le taux d'ouverture économique. D'après l'étude, le déficit budgétaire, les dépenses publiques et les taux d'intérêts sont les déterminants significatifs de l'inflation.

Dans son analyse de la relation entre l'inflation et les déficits budgétaires dans le cadre du Bangladesh, Afrin (2013) a utilisé l'approche de cointégration ARDL en se basant sur les données annuelles de la période allant de 1974 à 2010. Elle a évalué l'inflation pondérée des cinq principaux fournisseurs du Bangladesh (Inde, Chine, Singapour, HongKong et Japon) ainsi que l'IPC, le PIB réel, le déficit budgétaire et le taux de change. L'étude a conclu que les déficits publics ont des effets inflationnistes à long terme.

2. FIXATION CONCEPTUELLE

2.1. Le budget de l'Etat et ses composantes

Pour mieux cerner le concept déficit budgétaire, il s'avère indispensable de commencer par présenter le concept de budget de l'Etat, dans la mesure où le déficit budgétaire est avant tout un solde négatif du budget, outre les spécificités qu'il recouvre.

2.1.1. Notions et définitions

Le mot budget provient ; selon Hutinj (2021); du vieux français : Bouget qui signifie petite bourse suspendue à ceinture. Ce mot a traversé les frontières de la France et est devenu Anglo-Saxon en revêtant sa forme actuelle : Budget. Il désigne la pochette dans laquelle le chancelier de l'échiquier, le ministre Britannique des finances, conservait le document financier. Le budget qu'il soit public, privé ou familial, son sens large est entendu comme un programme d'action chiffré. Dans son sens strict, le budget est une prévision annuelle détaillée, en général moi par moi des dépenses.

Selon Léo Shadonnet (2007), faire budget c'est établir une prévision de fait probable qui va intervenir au cours d'une période déterminée. C'est aussi un état prévisionnel destiné à constater d'une part, une origine des ressources d'autre part un emploi de ces ressources.

De leur côté, Capul. J-Y et Garnier. O (2017), considèrent que le budget de l'Etat est un document retraçant l'ensemble des recettes et les dépenses de l'Etat pour une année civile (du 1^{er} janvier au 31 décembre). Alors que pour Ahmed Silem et al (2018), le budget est un état

prévisionnel et limitatif, sanctionné par une décision le rendant exécutoire et l'assortissant de force contraignante, des dépenses et des recettes à réaliser au cours d'une période donnée par un individu ou une collectivité.

Outre ces approches de budget de l'Etat, le domaine de gestion le considère plus comme un outil de gestion, le cas par exemple de G. PILLON (cité par Bitemo, 2022), qui définit le budget étant une expression économique et comptable des objectifs de gestion.

Par ailleurs, il ressort de cette approche de gestion qu'un budget est un élément [comptable](#) dressant l'ensemble de recettes et de dépenses prévisionnelles d'un [agent économique](#) au cours d'un [exercice comptable](#) à venir. Il est un outil de prévision, d'aide au pilotage d'une entreprise.

2.1.2. Rôle du budget

Le budget est un instrument de gestion essentiel. Sans budget, l'on est comme un pilote qui essayerait de se diriger dans le noir sans le moindre instrument de direction. De ce fait, le budget permet de jouer plusieurs rôles, notamment :

- Le budget indique combien d'argent vous avez besoin pour pouvoir mener à bien vos activités ;
- Le budget oblige à être rigoureux en réfléchissant aux implications de ce que vous avez planifié pour votre activité. Il arrive parfois que les réalités du processus de budgétisation vous forcent à repenser vos programmes d'action ;
- Utilisé correctement, le budget vous indique à quel moment vous aurez besoin de certaines sommes d'argent pour mener à bien vos activités ;
- Le budget permet de contrôler vos revenus et vos dépenses et d'identifier tout problème ;
- Le budget constitue une base à la responsabilité et à la transparence financière ;
 - Les donateurs d'argent utilisent le budget comme une base pour leur permettre de décider si ce que l'on demande est raisonnable et correctement planifié ;
 - Le budget est un outil de contrôle de l'exécution des programmes d'action suivant les objectifs fixés.

2.1.3. Les différentes composantes du budget

Le plan budgétaire inclut toutes les dépenses et recettes de l'Etat sur une période d'un an. Le budget est mis au vote du parlement tout comme la loi financière. Ainsi, dans le cadre du budget de l'Etat, nous retrouvons deux composantes budgétaires sont :

- 1) **Les dépenses publiques** : Les dépenses publiques constituent l'ensemble des charges financières engagées par l'État, les organismes liés aux administrations de sécurité sociale et les collectivités territoriales, ainsi que leurs administrations et organismes affiliés. Elles englobent toutes les dépenses effectuées par les administrations publiques et financées par les recettes publiques.
- 2) **Les recettes publiques** : il fait référence à la totalité des prélèvements (taxes, impôts directs et indirects, les charges sociales...) ainsi que des rentrées d'argent exceptionnelles (vente d'actifs, dividendes, droits miniers, pétroliers ou gazières) qui constituent les revenus de l'État.

Ainsi, si le solde budgétaire entre les recettes et les dépenses représente une différence favorable on parlera de l'**excédent budgétaire**, dans le cas d'un solde négatif ou défavorable, on dira qu'il y a **déficit budgétaire**. Cette différence peut résulter d'une décision intentionnelle visant à augmenter les dépenses, à réduire les prélèvements, à constituer des réserves ou à compenser des déséquilibres économiques temporaires. Alors qu'en cas d'égalité entre les recettes et dépenses, c'est une situation de l'**équilibre budgétaire**.

2.1.4. Le Déficit budgétaire, ses formes, ses causes et ses conséquences

Il existe une multitude de façon pour définir le déficit budgétaire, mais dans le cadre de cette étude, nous retenons les définitions ci-après :

Pour Daniel, C., (2023), le [déficit budgétaire](#) est la **situation dans laquelle les recettes de l'État** (hors remboursement d'emprunt) **sont inférieures à ses dépenses** (hors emprunt) au cours d'une année. C'est donc un solde négatif.

Yannis, M., (2022) définit le déficit budgétaire comme étant le solde négatif du budget de l'État. En effet, selon lui, il y a déficit lorsque les dépenses excèdent les recettes. Dans le cas contraire, on parle d'un excédent. Un budget est en équilibre lorsque les recettes sont égales aux dépenses.

D'après Olivier, B., (2021), le déficit budgétaire est la situation dans laquelle les recettes de l'Etat (provenant essentiellement des impôts et des taxes) sont inférieures à des dépenses.

Pour Xavier B., (2024), Il y' a déficit budgétaire lorsque les dépenses de l'Etat sont supérieures à ses recettes. De ce fait, le déficit budgétaire c'est donc la différence entre les dépenses publiques et les recettes publiques.

A notre avis, le déficit budgétaire est un dépassement des dépenses publiques définitives (dépenses civiles, ordinaires, et en capital, dépenses militaires) sur les ressources fiscales et assimilées suivant les principes d'annualité et d'universalité du budget.

Il ne faut pas confondre le déficit budgétaire avec le déficit public, ce dernier étant une notion plus large qui inclut certes l'Etat, mais aussi le déficit des établissements et agences publics, des collectivités locales et de la Sécurité sociale : il s'agit alors de l'ensemble des administrations publiques (APU).

2.1.4.1. Différentes formes de déficit budgétaire

La littérature économique distingue principalement deux types de déficit budgétaire. Il s'agit du déficit budgétaire *ex ante* et du déficit budgétaire *ex post*.

1° Le déficit budgétaire ex ante ou déficit spending

Il est le solde négatif d'une loi de finances, laquelle « prévoit et autorise, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État ». Donc est un déficit systématique, suivant la politique préconisée par Keynes, qui consiste à pallier la faiblesse des dépenses ou d'investissement privé par une augmentation des dépenses publiques, en acceptant donc le déficit budgétaire.

2° Le déficit budgétaire ex post

Le déficit budgétaire est dit ex post lorsque le montant est donné par la loi de règlement, laquelle entérine les résultats de l'exécution de la loi de finances.

2.1.4.2. Les causes et conséquences du déficit budgétaire

a) Les causes du déficit budgétaire

Le déficit budgétaire peut être causé par plusieurs facteurs. Parmi lesquels, les principaux sont :

1. Les dépenses publiques excessives :

Lorsque les dépenses du gouvernement, telles que les salaires des fonctionnaires, les programmes sociaux, les investissements en infrastructures, etc., sont supérieures à ses revenus, cela crée un déficit budgétaire. Dans le cas de la RDC, le fonctionnement des institutions telles que, la Présidence de la République, la primature, le sénat, l'assemblée Nationale, les assemblées provinciales, etc. consomment le $\frac{3}{4}$ du budget de l'Etat congolais.

2. La récession ou la dépression économique

Pendant une période de ralentissement de la croissance économique, c'est-à-dire de baisse de la production, les recettes fiscales du gouvernement peuvent diminuer en raison de la baisse des revenus des entreprises et des ménages. Cela peut entraîner un déficit budgétaire si les dépenses publiques ne sont pas ajustées en conséquence.

b) Les conséquences du déficit budgétaire

Une augmentation du déficit des administrations publiques peut avoir plusieurs conséquences, dont les principales sont les emprunts, l'augmentation de la dette nationale et l'inflation potentielle.

2.2. L'inflation

Étymologiquement, le terme inflation est dérivé du verbe latin « *flare* » qui signifie souffler ; d'où le substantif « *Inflation* » qui signifie gonflement, dilatation. Il y a plusieurs manières de définir l'inflation, que ce soit selon le contexte politique ou économique.

Pour Capul et Garnier (2017), l'inflation est une hausse durable et généralisée des prix des biens et services sur le marché. Cela veut dire que lorsque le prix d'un seul bien ou de quelques biens augmente alors que les prix des autres biens sont restés stables, qu'il n'y a pas forcément l'inflation.

D'après Ahmed Silem et al (2018), désigne un déséquilibre économique caractérisé par une (enflure) hausse générale, durable, cumulative et plus ou moins forte des prix ou par l'allongement des délais de livraison ou des files d'attente pour un grand nombre de produits dans les pays pratiquant la fixation administrative des prix.

Denis Lambert (1959) quant à lui, l'inflation décrit un ensemble de déséquilibres entre les offres et les demandes des secteurs de production et regroupement de consommateurs, prenant leur origine aussi bien dans les ruptures d'équilibres qui accompagnent les fluctuations

de la conjoncture intérieure et extérieure, que dans une modification des caractéristiques structurelles de l'économie. Ces déséquilibres se propagent, s'amplifient ou se résorbent, selon un processus cumulatif en raison d'une prévision de mécanismes économiques.

Pour le monétariste comme Milton Friedman (1969), l'inflation est partout et toujours un phénomène monétaire. De ce fait, pour les monétaristes, une inflation élevée trouve son origine uniquement dans une croissance rapide de l'offre de monnaie. Alors que les Keynésiens définissent l'inflation comme une impulsion sur le mouvement de production par le canal des revenus qui, ces derniers exercent une pression sur la demande globale.

A notre avis, la définition retenue habituellement aujourd'hui de l'inflation est la hausse généralisée, et durable et auto-entretenu des prix dans l'économie générale : la hausse des prix affecte tous les biens et services. Durable : la hausse des prix doit être prolongée dans le temps. Auto-entretenu : l'inflation tend à se transmettre de proche en proche à tous les secteurs, à tous les prix, et à tous les revenus.

A côté du concept inflation, il y a lieu de parler de la **Désinflation** qui est un ralentissement de l'inflation c'est-à-dire, une situation d'une économie où est constatée une baisse du taux d'inflation qui cependant reste positif. On parle de la désinflation si par exemple, le taux d'inflation enregistré, après des années à 10% en moyenne, baisse à 6%, puis à 4%, puis à 2%. De même, on peut parler de la **Déflation**, qui décrit la situation d'une économie où est constatée une baisse générale et durable des prix. La **Stagflation** quant à elle désigne un phénomène concomitance de la hausse générale des prix et de ralentissement voire de stagnation de la croissance économique. Enfin, l'**Hyperinflation** ou **inflation galopante** désigne l'état d'une économie affectée par une inflation extrêmement élevée, échappant à tout contrôle.

2.2.1. Typologie d'inflation

La classification de l'inflation obéit à un critérium suivant :

a) *En fonction du critère du rythme de la hausse des prix*

- Inflation latente ou lavrée ou inflation rampante : (*moins de 3% par an environ*);
- Inflation ouverte ou inflation déclarée: (*entre 3 et 6% environ*);
- Inflation galopante ou hyperinflation: *une augmentation du taux d'inflation excédant 50% par mois, ou encore un taux à quatre chiffres.*

b) *Selon les causes*

L'inflation peut être causée par plusieurs facteurs économiques, structurels ou sociaux. Parmi les raisons qui peuvent expliquer, au moins en partie la hausse des prix, nous nous efforçons d'élucider infra :

1) **L'inflation induite par excès de la masse monétaire ou inflation monétaire**

Certains économistes qualifiés des « monétaristes » affirment que l'inflation « est toujours et partout un phénomène monétaire » (Friedman M.). Ils considèrent en effet que l'inflation apparaît parce que le stock de monnaie en circulation dans l'économie est trop important par rapport à la quantité de biens et services offerts. C'est le point de vue avancé par l'école quantitative au XIX^{ème} siècle, à la suite d'Irving Fisher et au, XX^{ème} siècle avec l'école monétaire. Dans une situation de l'absence de création de richesse réelle, ils considèrent que

l'inflation monétaire résulte de l'émission de monnaie en grande quantité par les autorités monétaires.

2) Inflation induite par la demande ou pull inflation

Lorsque la demande de produits ou de services s'accroît mais que l'offre de produits ou de services n'arrive pas à s'adapter à ce surcroît de demande, les prix sont poussés à la hausse.

Les entreprises mettent en œuvre des programmes d'investissement pour accroître leur production et embauchent de nouveaux salariés, ce qui stimule davantage l'activité économique et la demande globale des ménages. Tant que les quantités produites ne parviennent pas à satisfaire la demande globale, le processus de hausse des prix se poursuit. Cette situation est typique d'une économie qui sort d'une prolongée de faible croissance ou même de récession.

3) Inflation importée

Lorsque le taux de change de la monnaie nationale se déprécie par rapport au dollar et/ou autres principales devises de facturation du commerce mondial, ce qui est le cas pour la République Démocratique du Congo, le coût des produits importés augmente.

Ce renchérissement des importations se répercute dans tous les secteurs de l'économie et touche les ménages autant que les entreprises. Ce phénomène peut aussi avoir pour origine une forte hausse des cours des produits énergétiques et agricoles sur les marchés mondiaux, laquelle hausse peut elle-même avoir pour origine une situation internationale tendue, voire un conflit comme ce fut le cas en 2022-2023 (guerre en Ukraine).

4) Inflation par les coûts ou push inflation

C'est la hausse des coûts qui pousse les prix à la hausse; Lorsque les prix des matières premières s'accroissent, cela pèse sur les coûts de production des entreprises. Il en va de même si en raison de la faiblesse du chômage, ces dernières doivent augmenter les salaires pour pouvoir attirer de nouveaux employés. En réaction, et pour conserver leurs marges bénéficiaires, les entreprises sont incitées à augmenter leurs prix, ce qui provoque un premier saut inflationniste.

5) L'inflation budgétaire

Croissance des dépenses publiques occasionnant un déficit budgétaire financé par la création de la monnaie ;

6) Inflation des profits

Dans la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat, une hausse des prix pour avoir une hausse en valeur absolue du profit afin de freiner la tendance générale à la baisse du taux de profit.

C) En fonction de son contexte

- Dans les pays en développement, **l'inflation de développement** dû à l'investissement, s'oppose à l'inflation de sous-développement ou de pénurie. Plus généralement on oppose l'inflation de croissance à l'inflation de pénurie.

- On distingue également l'inflation chronique à l'inflation conjoncturelle.

2.2.2. Mesure de l'inflation

L'inflation correspond à une situation de hausse généralisée des prix entre deux dates, le plus souvent sur une période d'un an. En RDC, les statistiques de prix sont calculées mensuellement et l'indice servant de référence au calcul de l'inflation est l'indice des prix à la consommation (IPC). L'IPC est une mesure synthétique des prix basée sur la structure de consommation moyenne. Cet indice permet d'apprécier et d'identifier les sources de tensions inflationnistes dans l'économie et, ainsi, de mieux appréhender les risques. L'inflation dite « sous-jacente » est souvent utilisée car elle est plus représentative des tendances de fond : les éléments très volatils (énergie, alimentation, ...) et les prix soumis à l'intervention de l'Etat (électricité, tabac, ...) sont mis à part et les mesures fiscales sont neutralisées. En R.D.C., trois organismes produisent les indices de prix à la consommation. Il s'agit de l'I.N.S. (Institut National des Statistiques), l'I.R.E.S. (Institut de Recherches Economique et Social) et de la Banque Centrale du Congo (B.C.C.).

Pour déterminer l'IPC, on calcule le ratio du coût d'un panier de biens à la période courante sur le coût du même panier de biens à la période de base (de référence) le tout multiplié par 100. Les coûts du panier prennent comme base les quantités de l'année de base, mais les prix diffèrent selon l'année du calcul.

Les quantités du panier restent les mêmes pour toutes les années ($Q_{base}=Q_{panier}$), soit celles de l'année de base. L'IPC se calcule ainsi :

- $Q_{base}=Q_{panier}$
- Coût du panier de biens en dollars courants = $\sum P_t \times Q_{base}$
- Coût du panier de biens de l'année de base = $\sum P_{base} \times Q_{base}$

$$IPC_t = \left(\frac{\text{Coût du panier de biens en dollars courants}}{\text{Coût du panier de biens en dollars de l'année de base}} \right) \times 100 = \left(\frac{\sum P_t \times Q_{base}}{\sum P_{base} \times Q_{base}} \right) \times 100$$

- N.B : A L'année de base, l'IPC est toujours 100.
- L'indice des prix à la consommation (IPC) permet de mesurer l'évolution du coût de la vie dans le temps
- Lorsque l'IPC augmente, les gens ont besoin de dépenser plus pour maintenir le même niveau de consommation. Dans ce cas, le niveau moyen des prix augmente et on dit qu'il y a de l'inflation
- L'inflation est un processus par lequel le niveau moyen des prix augmente alors que la valeur de la monnaie diminue
 - Si le taux d'inflation diminue, on dira qu'il y a désinflation
 - Si le taux d'inflation est négatif, on dira qu'il y a déflation

Le taux d'inflation mesuré par l'IPC se calcule comme un taux en glissement annuel lorsque l'on a des données mensuelles :

$$\text{Taux d'inflation en } \%_{IPC, t} = \pi_{IPC, t} \times 100 = \left(\frac{IPC_t - IPC_{t-12 \text{ mois}}}{IPC_{t-12 \text{ mois}}} \right) \times 100$$

Où IPC_t = prix d'un bien ou d'un service à une période T2 et $IPC_{t-12\text{ mois}}$ = prix d'un bien ou d'un service à une période T1

3. METHODOLOGIE D'ANALYSE

Pour bien réaliser cette étude et atteindre nos objectifs, nous avons opté pour une démarche méthodologique en deux étapes : en premier lieu, nous avons fait une analyse théorique se rapportant à la relation entre le déficit budgétaire et à l'inflation laquelle nous a permis à confronter des théories globales de l'inflation, précisément la théorie quantitative de la monnaie aux effets de snobisme, d'anticipation, et démonstration des structures économiques particulièrement la politique monétaire de la RDC. En second lieu, nous avons collecté les données statistiques et/ou macroéconomiques puis les analyser empiriquement via l'estimation d'un modèle de régression linéaire multiple avec la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Ce modèle économétrique nous a permis d'analyser le lien entre le déficit budgétaire et à l'inflation.

3.1. Sources des données

Les données macroéconomiques auxquelles nous avons fait une analyse longitudinale proviennent principalement de la Banque Centrale du Congo (BCC), du fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale (BM), de l'Institut National de Statistique (INS), Agence Nationale pour la Promotion de l'Investissement (ANAPI) et l'Institut de Recherches Economique et Social (I.R.E.S.), durant la période allant de 2000 ans à 2023.

3.2. Présentation des données collectées

Pour une bonne analyse des variables de notre modèle, nous présentons quelques indicateurs macroéconomiques et financiers dans les tableaux ci-dessous :

Tableau 01 : Quelques indicateurs macroéconomiques de la RDC de 2000 à 2023

Années	Taux d'inflation	Taux d'invest privé	Taux d'invest public	Solde budgétaire	Taux de croiss. du PIB	Prix du carburant	Tx expo
2000	513,91	0,5	3	-0,9	-6,9109	154 249	22,38
2001	359,91	0,1	5,1	0	-2,1002	129 840	18,65
2002	13,52	1	8	-0,5	2,9478	129 624	21,16
2003	12,87	2,7	9,5	-0,3	5,5778	156 927	26,13
2004	3,99	2,8	10	-0,6	6,7384	172 449	30,35
2005	21,32	3,6	10,5	0,6	6,1352	209 545	34,49
2006	13,05	4,3	11,3	-0,9	5,321	224 298	30,68
2007	16,95	3,7	11	-0,7	6,2595	250 655	26,17

2008	17,3	5,4	15,9	-0,1	6,2259	259 856	23,31
2009	53,4	4,7	18,2	0,3	2,8551	266 914	9,25
2010	9,8	6,2	19,1	2,4	7,0789	300 674	15,49
2011	15,32	6,8	15	-6,3	6,8646	338 792	39,52
2012	15,4	5,5	15	-7,8	7,1579	341 677	30,8
2013	2,7	4	14,9	-11	8,5035	387 838	36,45
2014	1,03	5,8	14,4	-0,26	9,47	422 105	36,83
2015	0,83	6,5	14	0,5	6,9162	407 197	27,73
2016	23,6	5	12	0,3	2,4237	362 760	27,22
2017	54,71	8	13	0,2	3,7	357 980	35,6
2018	7,21	3,9	16	-0,4	5,8	388 868	31,41
2019	4,59	2,1	18,3	1	4,4	484 574	33,51
2020	15,76	2	20,4	1,66	1,7	497 142	32,46
2021	5,3	2,05	19,35	0,9	6,2	509 710	32,99
2022	9,2	2,02	19,87	-2,8	8,9	522 278	32,73
2023	23,15	2,04	19,61	-2,1	7,8	534 846	32,86

Sources : Banque Centrale du Congo (BCC), Fonds Monétaire International (FMI), Banque Mondiale (BM), Institut National des Statistiques (INS) et Agence Nationale pour la Promotion de l'Investissement (ANAPI).

Tableau 02 : Quelques indicateurs financiers de la RDC entre 2000 à 2023

Années	Taux de change	Taux d'intérêt	Taux d'épargne	Ratio M2/PIB	Dettes extérieures
2000	21,82	120	4,46	7,4	61,84
2001	206,62	140	3,17	5	156,32
2002	346,48	24	4,05	4,9	116,6
2003	405,18	8	5,02	5,4	127,15
2004	399,48	14	3,97	11,04	112,24
2005	473,91	28	5,95	24,6	89,55
2006	468,28	40	-0,64	10,45	79,44
2007	516,75	22,5	8,78	12,25	76,3
2008	559,29	40	8,61	15,25	64,23
2009	809,79	70	17,06	16,64	71,71
2010	905,91	22	36,42	16,44	30,22
2011	919,49	30,5	31,7	7,43	23,26
2012	919,76	19,5	40,5	6,13	20,59
2013	919,57	18,5	43,3	6,51	18,93
2014	925,98	17,52	18,2	13	14
2015	1010,3	20,77	15,68	13,2	9,31
2016	1464,42	14,08	9,39	17,8	14,84
2017	1635,62	14,87	16,97	14,756	13,02
2018	1672,95	14	14,1	12,95	6,73
2019	1664	9	15,88	15,33	7,14
2020	1996	18,5	22,6	20,86	8,84
2021	2180	13,75	19,24	18,1	9,83
2022	2612	16,13	20,92	19,48	9,54
2023	2613	14,88	20,08	18,79	11,52

Sources : Banque Centrale du Congo (BCC), Fonds Monétaire International (FMI), Banque Mondiale (BM), Institut National des Statistiques (INS) et Agence Nationale pour la Promotion de l'Investissement (ANAPI).

3.3. Présentation du modèle et Analyse empirique des quelques agrégats macroéconomiques et financiers de l'économie congolaise

3.3.1. Présentation du modèle économétrique

A titre de rappel, l'objectif de cette étude est de mesurer l'incidence du déficit budgétaire sur le niveau de l'inflation en République Démocratique du Congo entre 2000 et 2023. A cet effet, hormis la variable déficit budgétaire, nous avons pris en compte d'autres variables qui sont très remarquées dans l'environnement congolais, et pouvant avoir un impact significatif sur le niveau général des prix sur le marché des biens et services, notamment le taux d'exportation, le taux de croissance, le taux de change ainsi que les dépenses en carburant.

Nous avons représenté le taux d'inflation par **INF**, le taux du déficit budgétaire est représenté par **SB1**, le taux de croissance économique par **TC**, le taux d'exportation par **TEXP**, le taux de variation du prix du carburant par **DPC**, et enfin, le taux de change représenté par **DLTCH**.

Ainsi, notre modèle est représenté par l'équation ci-après :

$$INF = \beta_0 + \beta_1 SB1 + \beta_2 TC + \beta_3 DLTCH + \beta_4 DPC + \beta_5 TEXP + \mu_t$$

Où $\beta_0, \beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4$ et β_5 sont des paramètres ou coefficients à estimer, et μ_t est le terme de l'erreur ou variable stochastique.

3.3.2. Analyse empirique et explications des variables

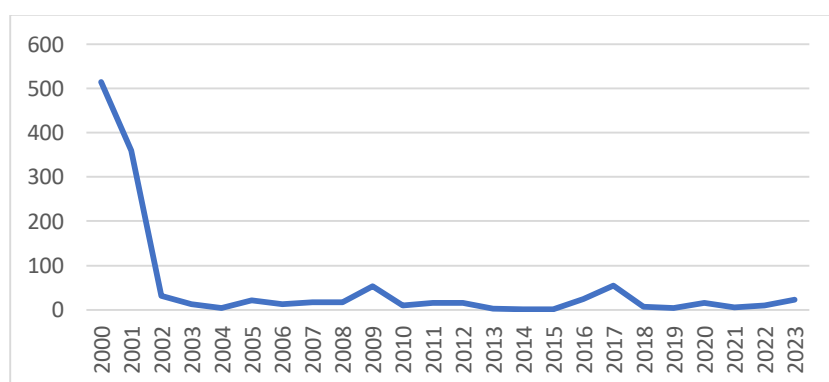
L'analyse de l'influence du déficit budgétaire sur le niveau de l'inflation nécessite un bon choix des variables. De ce fait, nous avons retenu cinq variables : le déficit budgétaire, le taux de croissance économique, le taux d'exportation, les dépenses en carburant et le taux de change, sans oublier autres variables stochastiques qui démontrent à la fois le niveau de la performance économique de la RDC.

3.3.2.1. Variable endogène ou variable expliquée : Inflation

Le taux d'inflation est un indicateur macroéconomique qui traduit un accroissement du niveau général du prix. Cet accroissement peut pousser les agents économiques à se débarrasser des avoirs monétaires en faveur des actifs réels (les biens durables et les objets de valeurs). Il est calculé sur base de l'indice des prix à la consommation (IPC).

Ainsi, la figure suivante nous montre l'évolution du niveau général des prix en R.D.C, de 2000 à 2023. Celle-ci est exprimée en pourcentage.

Figure 01 : Evolution du niveau des prix en R.D.C. de 2000 à 2023



Source : Données collectées

La lecture faite de cette figure nous renseigne que la R.D.C a connu de taux d'inflation galopants. Le déficit budgétaire enregistré au cours des années 1980 a poussé le pays à recourir à la planche à billets pour financer ses dépenses. Vers la fin des années 1980, la GECAMINES, la plus grande société du pays à l'époque qui contribuait à près de 70% du budget, va voir sa production baisser à cause de la vétusté des équipements. Cette situation s'est donc soldée par la baisse des recettes de l'Etat vu le poids de la contribution de la GECAMINES dans le budget national et cela à cause des déficits structurels. L'Etat était obligé de recourir à la planche à billets parce que les possibilités de s'endetter s'étaient rétrécies.

Il sied de noter que la RDC a connu des changements d'U.M., sur ce, il est important de garder que pour la monnaie Zaïre, le pays était caractérisé par une inflation galopante avec une moyenne de 3367,18%. Le passage du Zaïre au nouveau Zaïre était caractérisé également par une inflation galopante avec une moyenne de 136,66% et le passage du nouveau Zaïre au franc congolais était caractérisé par une inflation rampante avec une moyenne de 5,67%.

En effet, vers les années 90, le pays vit dans l'hyperinflation ; on note par exemple des taux d'inflation de 2154,44% en 1991 ; 4129,17% en 1992 ; 1986,90% en 1993 et 23773,13% en 1994. C'est à partir de 2002 que la RDC enregistre de taux d'inflation ne dépassant pas deux chiffres. Par exemple 31,52% en 2002, 12,87% en 2003, mais il fallait attendre plus de six (6) décennies pour que le pays réalise un taux d'inflation le plus faible de son histoire depuis son accession à l'indépendance, soit 0,74% réalisé en 2015 contre un objectif annuel de 4% défini par le gouvernement. Ceci va placer la RDC comme le top un (1), c'est-à-dire le pays ayant connu le plus faible taux d'inflation en Afrique.

Bref, l'inflation a fait l'objet d'un débat au niveau de l'analyse économique parce que la plupart des économistes considèrent qu'elle est une mauvaise chose, étant donné qu'elle ne contribue pas au bien-être de la population et surtout qu'elle entraîne la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie (on parle dans une certaine mesure, de dépréciation de la monnaie au niveau interne). L'inflation peut aussi nuire à la paix sociale et peut générer des conflits suite aux inégalités sociales qu'elle entraîne. Elle rend la croissance économique déséquilibrée et provoque la stagflation.

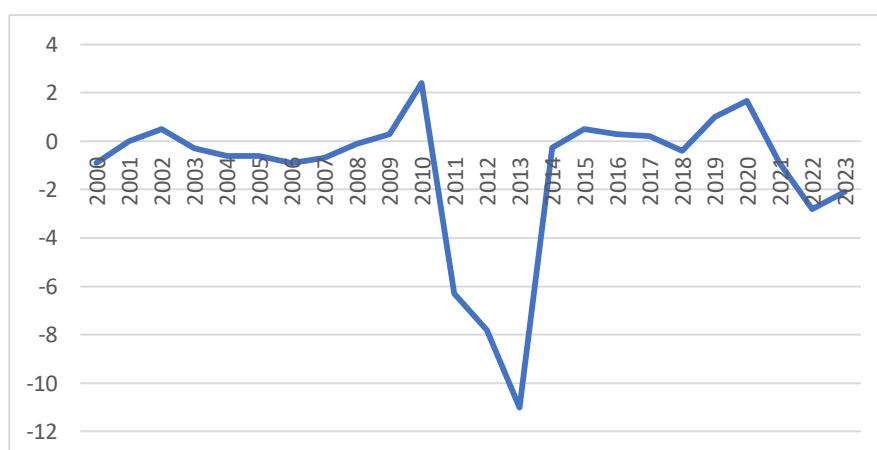
3.3.2.2. Variables explicatives ou variables indépendantes

a) Le solde budgétaire en R.D.C.

Il existe une relation positive entre le déficit budgétaire et l'inflation. Si le déficit budgétaire augmente, l'inflation augmente également suite à la quantité de la monnaie en circulation, du fait que l'Etat fera recours à l'émission de la monnaie pour financer son déficit.

A titre de rappel, le déficit budgétaire est la différence entre les recettes de l'Etat et les dépenses de l'Etat. Le solde primaire désigne le solde hors prise en compte des intérêts dus au titre de la dette publique. Le solde structurel est le solde après correction des éléments conjoncturels (croissance économique moindre ou plus forte que la tendance habituelle). Ce solde peut être négatif (déficitaire), positif (excédentaire) ou nul, selon les cas. En ce qui concerne la République Démocratique du Congo, le budget est rarement en équilibre, malgré la volonté de l'équilibre financier que présente l'autorité monétaire. Ainsi, la figure suivante nous montre l'évolution du solde budgétaire en République Démocratique du Congo, de 2000 à 2023.

Figure 02 : Evolution du solde budgétaire en R.D.C. entre 2000 et 2023



Source : Données collectées

Comme nous l'observons dans la figure ci-dessus, durant plusieurs décennies, la RDC a connu des déficits chroniques des finances publiques, car la moyenne est de -4,24% depuis l'année 1980 jusqu'en 2017, ce qui n'est pas bon car l'épargne intérieure est rongée par le déficit budgétaire. Et pour compenser ce déficit, l'Etat était obligé de recourir à l'emprunt pour financer ses dépenses.

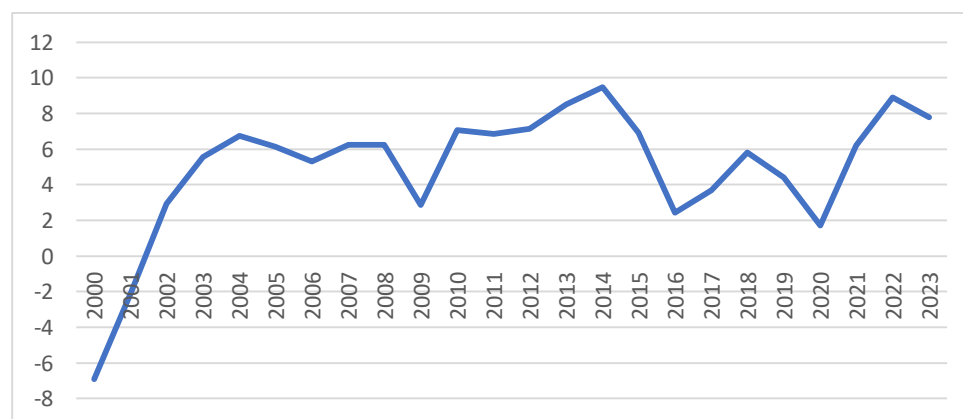
En effet, dans les années 2010, les performances budgétaires de la R.D.C se sont renforcées, le solde budgétaire est passé en excédent, atteignant même 2% du PIB certaines années. Cela s'explique notamment par une hausse de recette issue de l'exploitation des ressources minières. Il est constaté qu'à 2020, la situation s'est de nouveau dégradée avec l'apparition de la pandémie de COVID-19, vu l'impact de cette dernière sur les finances publiques. Le déficit budgétaire s'est ainsi creusé, atteignant environ 5% du PIB en 2020 et 2021, avant de se réduire à 3% en 2022-2023. A travers les figures ci-dessus, Il est observé dans le pays en développement où le système de collecte d'impôt, où les institutions et les marchés de capitaux sont moins développés, le déséquilibre budgétaire est souvent à la base de l'inflation et de l'hyperinflation.

b) Le taux de croissance économique PIB

Le taux de croissance économique est l'indicateur économique qui permet de mesurer le niveau de la production dans un pays, c'est-à-dire, l'accroissement du PIB d'une année à une autre. Il mesure donc le niveau de performance d'une nation à travers le temps. Pour le cas de la RDC, nous attendons un signe négatif entre le taux de croissance et le niveau général des prix.

Ainsi, en RDC, sous notre période d'études, le PIB a évolué en dent de scie durant la période sous étude. Ainsi, le graphique ci-dessous présente cette évolution.

Figure 03 : Evolution du taux de croissance économique de la R.D.C.



Source : Données collectées

De la lecture de cette figure nous remarquons que depuis 2002, la RDC ne cesse d'enregistrer des taux de croissance positif. Par exemple le taux de croissance était de 6,6% en 2004 ; 6,5% en 2005 ; 5,6% en 2006 ; 6,3% en 2007 ; 6,2% en 2008 ; 7,1% en 2010 ; de 8,5% en 2013 ; 6,9% en 2015 ; 3,7% en 2017. Après un ralentissement de la croissance à 1,7% en 2020, l'activité économique a fortement progressé en 2021 : d'abord estimée à 5,7%, il a été revu à la hausse à 6,2%, suite notamment à la performance du secteur minier mais aussi des secteurs non miniers (avec l'assouplissement des restrictions du COVID). La croissance économique a atteint

8,9 % en 2022 et 7,8% en 2023 avec une moyenne de 5,88% de la période allant de 2002 à 2023.

c) Le taux de change

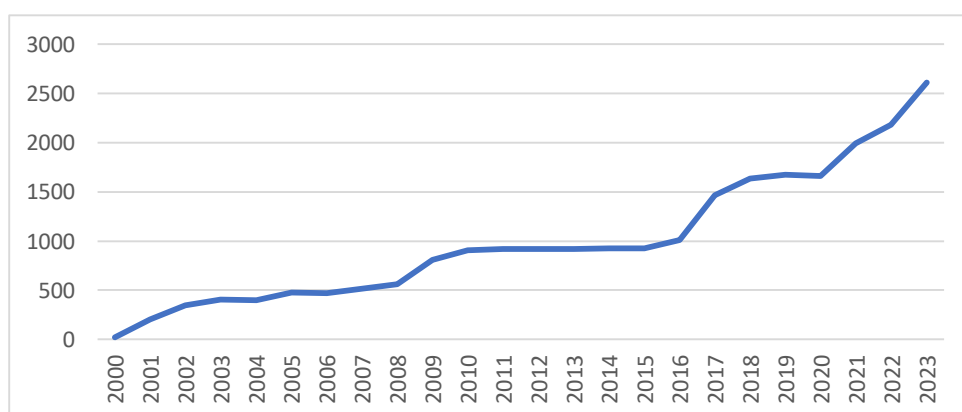
Le taux de change correspond au prix d'une monnaie exprimé dans une autre monnaie. C'est-à-dire le prix auquel s'échange la monnaie nationale à la monnaie étrangère dans une économie.

Le taux de change se fixe généralement sur le marché des changes où les devises sont offertes et demandées contre la monnaie nationale.

L'influence du taux de change sur l'inflation s'explique par le fait qu'il y a une relation positive entre le taux de change et l'inflation. En effet, l'augmentation du taux de change entraîne la hausse de l'inflation. Donc les fluctuations des taux de changes ont un impact considérable sur le niveau général des prix dans les économies rentière telle que l'économie congolaise où la monétisation des ressources en devises en dollars est dépendante du taux de change en vigueur.

Ainsi, le graphique ci-dessous nous renseigne sur la situation du taux de change en R.D.C depuis 2000 jusqu'à 2023.

Figure 04 : Evolution du taux de change en R.D.C. entre 2000 et 2023



Source : Données collectées

Nous observons dans le graphique présenté ci- haut que : de 2000 à 2023 le taux de ne cesse d'augmenter.

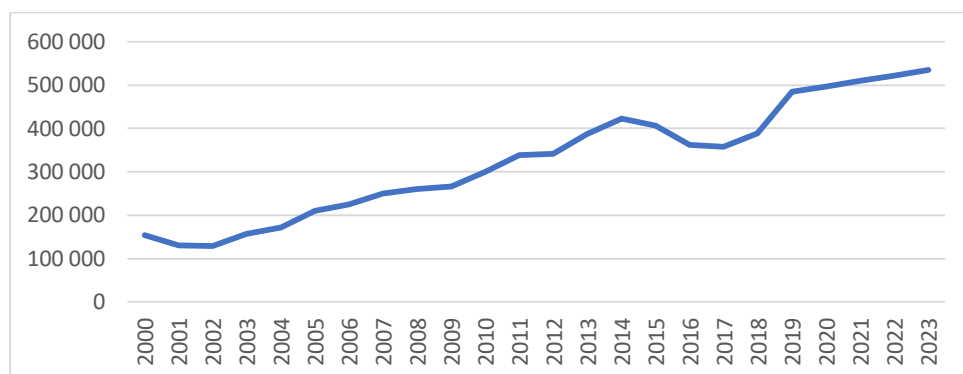
d) Le taux de variation du prix du carburant en R.D.C.

Le prix de carburant fait référence au montant d'argent que les consommateurs doivent payer pour acheter une unité de carburant, comme essence, le diesel ou le gaz naturel comprimé. Ce prix est généralement indiqué à la pompe des stations-services et peut être varié en fonction de coût brut sur les marchés internationaux ; des taxes et redevances imposées ; demande locale et coût de raffinage.

Il existe une relation positive entre la variation du prix du carburant et le niveau général des prix. Une augmentation inquiétante des prix du carburant entraîne l'inflation, c'est-à-dire une augmentation supplémentaire des coûts de production qui entraîne la hausse généralisée des prix sur le marché des biens et services

Ainsi, la figure suivante nous montre l'évolution du prix du carburant en République Démocratique du Congo, de 2000 à 2023.

Figure 05 : Evolution du taux de variation du prix du carburant en RDC



Source : Données collectées

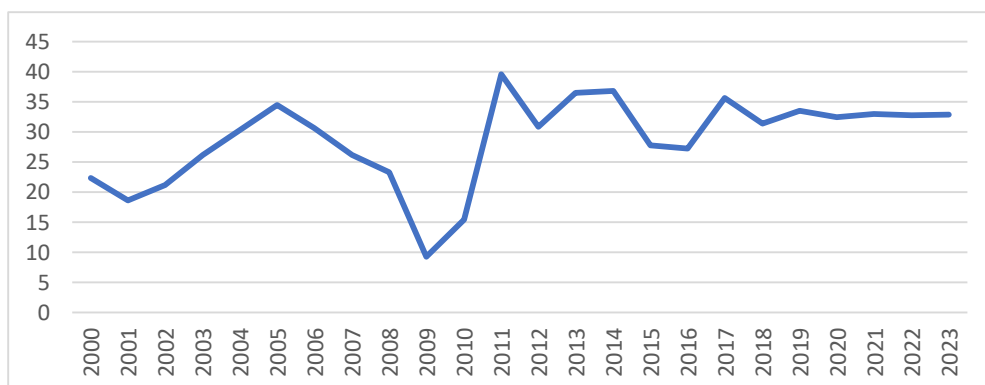
La lecture du graphique ci-dessus montre que les prix du carburant cessent d'augmenter. Cette hausse s'explique principalement par l'inflation et augmentation des coûts de production. Entre 2000 et 2005, le prix du carburant a augmenté de 66%, de 2005 à 2010, le prix du carburant a encore augmenté de 60%. Cette nouvelle hausse est liée à la dépréciation continue de la monnaie locale, le franc congolais, face au dollar américain, monnaie de référence pour l'importation de carburant. Entre 2010 et 2015, le prix a progressé de 50%. Cette hausse est due à la fois à l'inflation et à la montée des cours mondiaux du pétrole brut durant cette période. De 2015 à 2020, une nouvelle augmentation de 50%, cela s'explique par la poursuite de la dépréciation du franc congolais et la volatilité des cours du pétrole sur le marché international.

De 2020 à 2023, le prix a encore progressé de 38,9%. Cette hausse résulte de la combinaison de l'inflation élevée, de la faiblesse du franc congolais et de la reprise de la demande mondiale de carburant après la crise liée à la pandémie de Covid-19. Donc dans l'ensemble, on observe une augmentation continue des prix du carburant en République Démocratique du Congo.

e) Le taux d'exportation en RDC

Le taux d'exportation représente la part de la production nationale vendue à l'extérieur. En ce qui concerne la RDC, les exportations se font plus pour les produits du secteur primaire (soit les produits miniers). Les études empiriques sur la relation entre l'inflation et l'exportation aboutissent à des conclusions selon lesquelles, il existe une relation positive entre les deux variables puisque l'inflation favorise l'exportation de produits locaux. En effet, l'inflation fait que la valeur de la monnaie nationale se déprécie par rapport aux autres monnaies et donc cela coûte moins cher aux importateurs étrangers d'acheter les produits. Plus loin, certains économistes parlent d'une relation interdépendante entre l' taux d'exportation et l'inflation.

Figure 06 : Evolution du taux d'exportation de la RDC de 2000 à 2023.



Source : Notre analyse, sur base des données collectées

Les exportations soutiennent en grande partie le PIB de la RDC. En 2011 par exemple, le pays atteint un record de 39,52% comme taux d'exportation. Le chiffre le plus faible est celui de 2009 estimé à 9,25%. La moyenne de taux d'exportation en RDC de 2000 à 2023 est de 27,37%.

Il sied de signaler l'économie congolaise reste extravertie jusqu'à nos jours et que les exportations concernent en grande partie les produits primaires à faible valeur ajoutée comme le cuivre, le cobalt et bien d'autres ressources naturelles exportées par l'Etat.

3.3.2.3. Autres variables ou variables stochastiques

Outre les variables indépendantes explicitées ci-haut, qui sont pris en compte directement dans le modèle, il existe également un bon nombre des variables qui peuvent influencer l'augmentation généralisée des prix sur le marché, il s'agit de certains indicateurs financiers. Ainsi, l'analyse de l'environnement financier de la RDC est très importante, car elle nous permet de comprendre comment les agents économiques ont l'accès aux ressources externes pour financer leurs activités.

1. Le taux d'investissement

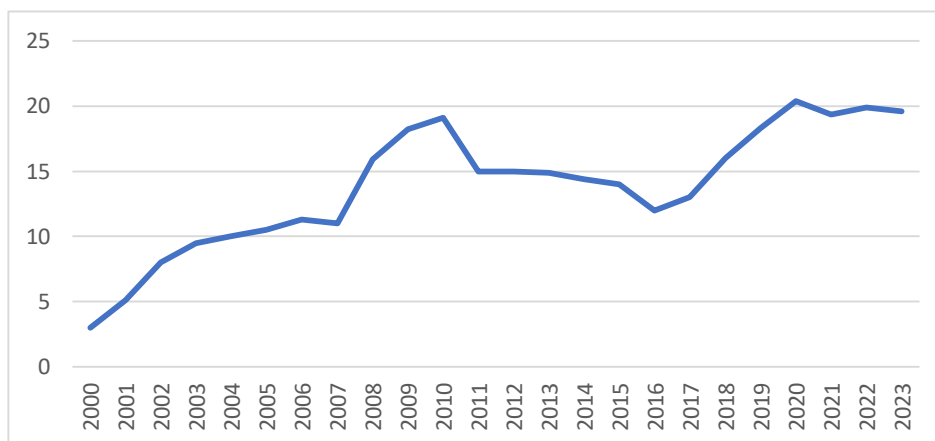
Le taux d'investissement est la part de l'investissement par rapport à la richesse produite. Il est un facteur important à l'économie, car Il permet de connaître le pourcentage de la richesse consacrée à l'investissement. Pour une bonne précision, on distingue deux types de taux d'investissement : le taux d'investissement du secteur privé (entreprises et ménages) et le taux d'investissement public, donc l'investissement national englobe tous les acteurs.

La République Démocratique du Congo a quelques défis qui font que le taux d'investissement soit toujours faible par rapport aux autres pays. Le pays a connu l'instabilité politique et l'insécurité dans certaines régions du pays qui freinent les investissements, la faiblesse des infrastructures handicapant la compétitivité ; les lourdeurs administratives et réglementaires décourageant les investisseurs ; l'accès limité au financement bancaire et coût élevé du crédit ; manque de main-d'œuvre qualifiée dans certains secteurs et corruption et pratiques informelles persistantes. Ceux-ci ont eu comme conséquence la réalisation de faible taux d'investissement.

a) Le taux d'investissement privé

Le taux d'investissement privé est la part de l'investissement réalisé par les entreprises et les ménages privés dans l'économie d'un pays. Il donne une indication de l'activité d'investissement du secteur privé, qui est le moteur de la croissance économique long terme et entraîne souvent la création de nouveaux emplois en favorisant le transfert de la technologie et l'innovation. L'investissement privé assure donc le dynamisme entrepreneurial et la réduction de la pauvreté.

Figure 07 : Evolution du taux d'investissement privé de la R.D.C. de 2000 à 2023



Source : Données collectées

La figure ci-haut nous montre que le taux d'investissement privé en R.D.C entre 2000 et 2023, la moyenne du taux d'investissement privé est de 13,89% avec un minimum de 2,5%.

- De 1990-2000, l'économie congolaise a connu de fortes fluctuations en raison de l'instabilité politique qui a marqué le pays. Le taux est passé d'environ 8% du PIB en 1990 à seulement 3% en 2000, reflétant la fuite des capitaux et le manque de confiance des investisseurs.
- De 2000-2010, après la fin de la deuxième guerre du Congo en 2003, le taux d'investissement privé a commencé à remonter progressivement, atteignant environ 10% du PIB en 2010. Cette amélioration a été favorisée par les réformes économiques et la stabilisation politique observées au cours de cette décennie.
- Entre 2010 et 2023, le taux d'investissement privé en RDC a continué d'augmenter, passant d'environ 10% à près de 19% du PIB. Cette progression s'explique par la reprise économique, la diversification des secteurs d'investissement (mines, agriculture, infrastructures) et l'amélioration progressive du climat des affaires, malgré des défis persistants en matière de gouvernance et de sécurité dans certaines régions du pays.

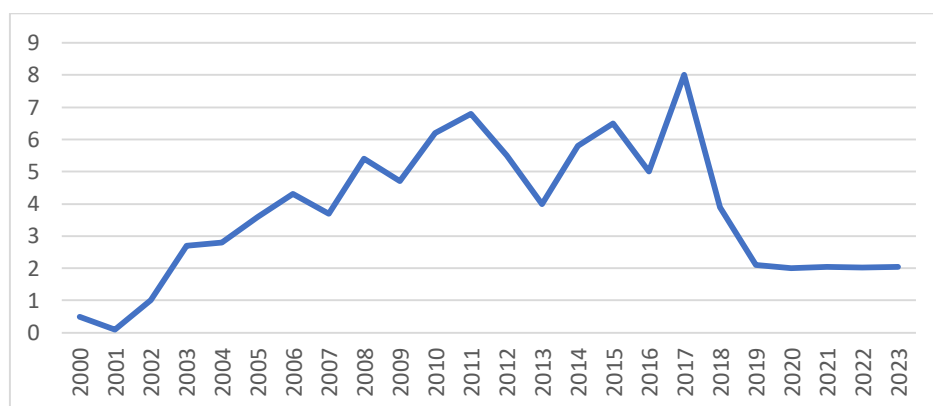
a) Investissement public (Dépenses publiques de l'investissement)

Frenburg et Wohar (1995) soulignent que l'investissement privé pourrait être influencé par les dépenses publiques, ils donnent pour cela l'exemple de la construction d'une autoroute. Il y a deux manières, partant de la quantité et qualité des infrastructures publiques, qu'un investissement privé peut être attiré :

- L'effet de capacité de l'investissement public permet d'augmenter l'échelle de production du secteur privé. En créant de nouveaux débouchés, l'investissement public multiplie de la sorte les possibilités de développement du secteur privé.
- L'effet productivité fait que la production du capital privé peut être améliorée par des investissements publics, et ainsi susciter de nouveaux investissements privés. Mais hélas, avec la faiblesse du taux d'investissement public en RDC, est-ce que ce dernier complète-t-il l'investissement privé ?

Le niveau d'investissement public en RDC est vraiment trop faible depuis toujours comme le montre le graphique ci-après :

Figure 08 : Evolution des dépenses publiques d'Investissement (Investissement public).



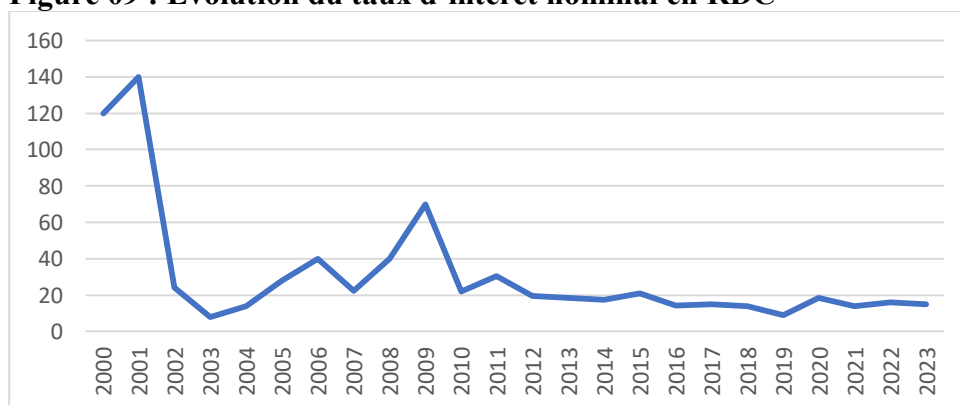
Source : Données collectées

De l'observation de la figure ci-dessus, nous remarquons que le taux d'investissement public n'atteint jamais 10% et la moyenne est trop faible, estimé à 3,81%.

1. Le taux d'intérêt

Le taux d'intérêt est le prix qu'il faut payer pour emprunter de l'argent. En RDC, les taux d'intérêt sont demeurés très faibles ceci pour permettre notamment à l'Etat de se financer au moindre coût. En outre, face à l'hyperinflation, il a été difficile de voir s'ajuster régulièrement les taux d'intérêt nominaux au niveau de celle-ci (MANSESA, 2013).

Figure 09 : Evolution du taux d'intérêt nominal en RDC



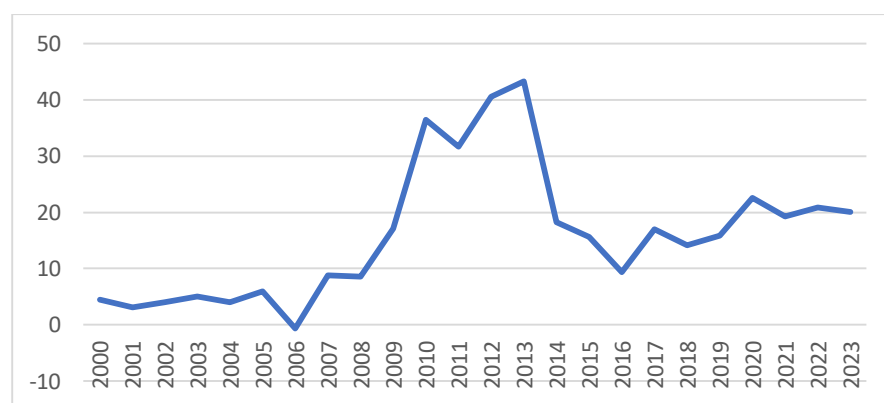
Source : Données collectées

Ce graphique nous renseigne que le taux d'intérêt est relativement resté faible jusque vers 1990. En effet, entre 1980 et 1984, le taux d'intérêt ne fluctuait pas et est resté à 12%. Pendant la décennie 1990, l'évolution du taux d'intérêt perd sa stabilité, c'est-à-dire qu'il a avoué au rythme de va et vient. Tantôt à la baisse, tantôt à la hausse, car l'inflation devenait trop importante. D'où, il fallait ajuster à tout moment ce taux d'intérêt. Le passage de l'année 1989 aux années 1990 est caractérisé par des sauts du taux d'inflation passant de 5% à 45% en 1990, en suite à 145% en 1994 et à 238% en 1996. C'était la période caractérisée par l'hyperinflation et la moyenne du taux d'intérêt de 1990 à 2001 est estimé à 97,75%. Le pic a été atteint en 2007 avec un taux de 760%.

3.2.2.3. Le taux d'épargne

Le taux d'épargne nationale est le ratio de l'épargne nationale sur le produit intérieur brut. L'épargne a une importance capitale dans une économie, car lorsqu'une économie acquise un taux d'épargne élevé, celle-ci va réaliser une croissance par l'entremise de l'investissement privé.

Figure 10 : Evolution du taux d'épargne en RDC



Source : Données collectées

La lecture du graphique ci-dessus montre que le taux d'épargne est inférieur à 20% de 1990 à 1995 en RDC. Il était négatif en 1998 avec un taux de -1% à cause probablement de la guerre qui a sévit dans le pays et plus loin, en 2008 il chutera de nouveau à -1%.

Le graphique nous renseigne également que le taux d'épargne moyen en RDC de 1990 à 2013 s'élève à 7,06% tout en reconnaissant que ce n'est pas qu'une moyenne qui est affectée par les valeurs aberrantes. Juste après l'année 1965, ce taux fluctuait autour de 11% du PIB. Pendant la crise de la décennie 1990, le taux chute sensiblement jusqu'à 1,83% en 1991 et devient négatif en 1998 (-1%) cela peut être compris comme une désépargne.

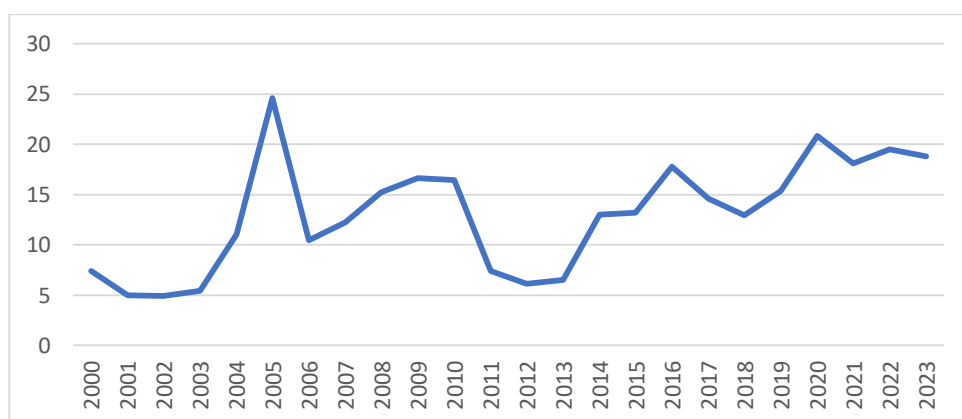
En se référant à l'évolution du taux de croissance, nous remarquons que pendant l'année 1996 où le taux de croissance est négatif soit -1,1%, nous assistons à un taux d'épargne élevé (13,88%) cette situation est due à l'incertitude du futur c'est-à-dire que face à la crise, les ménages se posent de multiples questions, de quoi sera fait le lendemain ? D'où, il fallait constituer une épargne forcée pour faire face aux aléas du futur. En 2008, la RDC enregistre un taux d'épargne très élevé (27,54%) qui reste au sommet depuis 2008 jusqu'à 2014. Après 2014 et jusqu'en 2023, la situation n'est pas du tout satisfaisant.

3.2.2.4. Ratio M2/PIB

Le M2 est un agrégat monétaire c'est-à-dire l'ensemble des créances constituées des disponibilités monétaire (M1) et de quasi monétaire (M2-M1) qui regroupent les moyens de paiements utilisables dans une économie (M1) et les placements à vue effectués sur livrets à taux réglementé (Minshkin 2010). Le ratio M2/PIB nous renseigne le poids du secteur financier congolais dans lequel évoluent les agents économiques.

Moins est élevé ce ratio, plus est pertinent le secteur financier de ce pays. Plus il est élevé, plus est léger le secteur financier.

Figure 11 : Evolution du ratio M2/PIB entre 2000 et 2023

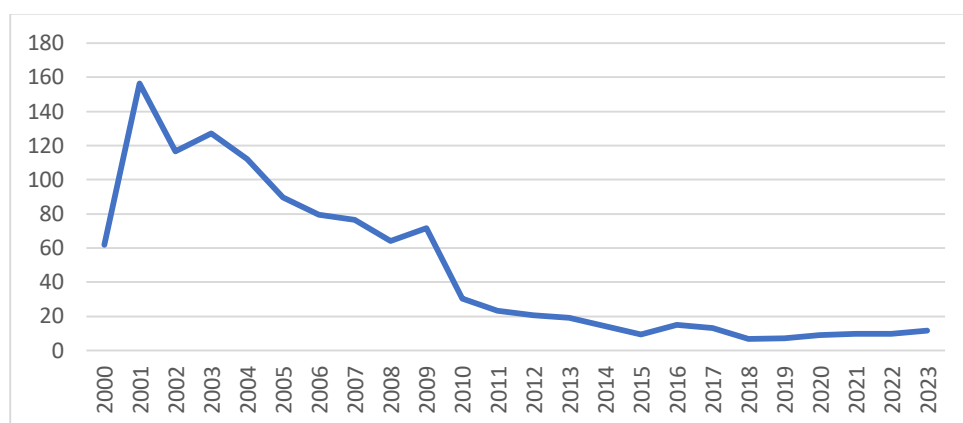


Source : Données collectées

Les informations issues du graphique ci-haut nous montrent que le ratio M2/PIB en R.D.C s'est mal comporté entre les années 1990 et 1999. Par contre, à partir des années 2000, nous constatons que le ratio M2/PIB s'est bien comporté comme dans les pays où le système financier est développé. Mansesa (2010) aligne comme facteurs du sous-développement du secteur financier en R.D.C, les politiques de contrôle monétaire direct et instabilité macroéconomique.

3.2.2.5. La dette extérieure

Dans l'histoire économique de la RDC, la période allant de 1980 à 1990 est une période pendant laquelle l'économie congolaise était entrée dans la phase de la récession, avec toutes les conséquences qui s'en étaient suivies. Cependant, l'assistance de la FMI avait fait que l'économie congolaise ne soit pas tombée. En effet, cette assistance financière avait obligé à l'Etat congolais de limiter le déficit, d'apurer positivement son passif extérieur, d'alléger ces interventions dans l'économie. La neutralisation de l'Etat, la restauration de l'initiative et la restructuration de l'économie constitués les trois principaux volets (Ndele B. 1992). Ainsi, le graphique ci- après présente l'évolution de la dette extérieure de 2000 à 2023.

Figure 12 : Evolution des dettes extérieures de la RDC de 2000 à 2023

Source : données collectées

Le graphique ci-haut, nous fait voir que de 2000 à 2023 la RDC a enregistré des taux de la dette extérieure. Suite au pic que nous constatons dans ce graphique on peut donc comprendre le taux le plus élevé s'élève à 258% en 2010 la dette extérieure en RDC a évolué d'une manière décroissante.

En résumé, la dette extérieure de la RDC a connu une trajectoire chaotique sur la période 2000-2023, avec des phases de forte augmentation suivies de programmes d'annulation qui ont permis de la réduire. La situation reste cependant fragile et la gestion de cette dette reste un défi majeur pour le pays.

4. ANALYSE DESCRIPTIVE ET DISCUSSION DES RESULTATS

Dans cette section, il est question d'une part, de présenter les résultats des estimations réalisés à partir du logiciel Eviews 11 en mobilisant modèle de régression linéaire multiple par la méthode des moindres carrés ordinaires, et d'autre part, d'interpréter et discuter les dits résultats

4.1. Analyse descriptive des variables et présentation des résultats

Le tableau ci-dessous présente les statistiques descriptives des variables faisant l'objet de notre étude.

Tableau 03 : Analyse descriptive des variables

	INF	SB1	TEXP	TXCH	DPC	TC
Moyenne	48,8317	-1,2000	0,286738	998,3263	325033,2500	4,9963
Maximum	513,91	2,40	39,52	2613,000	534846,000	9,47
Minimum	0,81	-11,00	9,25	21,82	129624,000	-6,91
Ecart type	122,24473	3,04619	7,30623	668,88083	131010,83966	3,62658

Source : Nous, sur la base des données à notre possession.

L'analyse descriptive des données relatives au taux d'inflation et déficit budgétaire, sans oublier d'autres variables explicatives de l'inflation en RDC de 2000 à 2023 montrent ce qui suit : le taux d'inflation minimum est de 0,81% atteint en 2013 ; la moyenne se chiffre à 48,8317% ; le maximum est de 513,91% réalisé en 2000 ; et l'écart-type s'élève à 122,24473%. Cet écart-type étant supérieur à la moyenne, nous affirmons qu'il y a une forte dispersion de l'inflation autour de sa moyenne. Etant donné que l'écart-type est grand, cela signifie que la concentration de valeurs est petite.

Le taux minimum du déficit budgétaire est de -11,00% ; la moyenne s'égale à -1,2000% ; le maximum de ce taux est de 2,40% ; obtenu en 2010 ; et l'écart-type se chiffre à 3,04619%. Etant donné que l'écart-type est grand, cela signifie que la concentration de valeurs est petite.

Le minimum du taux d'exportation est de 9,25% réalisé en 2009 ; la moyenne s'égale à 0,286738% ; le maximum de ce taux est de 39,52% atteint en 2011 avec un écart-type de 7,30623. Ce qui prouve qu'il y a une forte dispersion du taux d'exportation au tour de sa moyenne.

Il ressort qu'en RDC le taux de change le plus élevé pendant la période sous étude est de 2613,000%, atteint en 2023 ; la moyenne se chiffre à 998,3263% avec un écart-type de 668,88083% ; et le minimum est de 21,82% réalisé en 1996. Etant donné que l'écart-type est plus petite que la moyenne, cela signifie que la concentration de valeurs est grande.

Il ressort de ce tableau qu'en RDC le taux de variation du prix du carburant la plus élevé est de 534846,000% ; la moyenne se chiffre à 325033,2500% avec un écart-type de 131010,83966% ; et le minimum est de 129624,000%. Etant donné que l'écart-type est petit, cela signifie que la concentration des valeurs est grande. Il ressort également qu'en RDC, le taux de variation du prix du carburant la plus élevé est de 9,47% ; la moyenne se chiffre à 4,9963% avec un écart-type de 3,62658% ; et le minimum est de -6,91%. Etant donné que l'écart-type est petit, cela signifie que la concentration des valeurs est grande.

Ainsi donc, nous présentons dans le tableau ci-dessous, les résultats issus de notre estimation par la méthode des moindres carrés ordinaires

Tableau 04 : Résultats des estimations

Variables	Estimation
Constante	6.7698748 (48,98332)
Déficit budgétaire	3.6260423 (3,251325)
Croissance économique	-13,373894*** (4,208304)
Taux de change	158,970928*** (28,64897)
Prix du carburant	103,4439111 (111,7297)
Taux d'exportation	1,9649051 (1,437964)
R ²	0,913054
R ² corrigé	0,888902

F-statistic	37,80485
Prob(F-statistic)	0,000000
Dw	1,855520
Nombre d'observation	24

Source : Nous, sur base du logiciel Eviews

Note : Les écart-types sont entre parenthèses sont des écart-types des coefficients ; *** : coefficient significatif au seuil de 1% ; ** : coefficient significatif au seuil de 5% et * : coefficient significatif au seuil de 10%

4.2. Discussion et Interprétation des résultats

Suivant les résultats issus de notre modèle, le coefficient de détermination est de 0.913054. Ceci signifie que les variables explicatives expliquent à près de 91% les variations du taux d'inflation courante en RDC.

La relation entre le taux de change et l'inflation est positive suivant les résultats de l'estimation du modèle. Ceux-ci montrent qu'une augmentation de 1% du taux de change entraîne une hausse du niveau général des prix de l'ordre de 158,9709%. Le signe attendu du coefficient rattaché au taux de change est observé. Certes, le taux d'inflation courante en RDC est réellement expliqué par le taux de change de la monnaie.

Le coefficient rattaché au taux de croissance économique est significativement différent de zéro au seuil de 1%. Ceci signifie que le taux de croissance économique explique réellement l'inflation en RDC. La relation entre les deux variables est négative, de sorte qu'une augmentation du taux de croissance entraîne une diminution du niveau général des prix. Suivant les résultats de modèle, l'inflation en RDC est expliquée par le taux de change et le taux de croissance du PIB. Les coefficients associés au taux du déficit budgétaire, taux de variation du prix du carburant et le taux d'exportation ne sont pas statistiquement significatifs.

Ces résultats ne nous paraient pas surpris et nous permettent donc de confirmer nos deux hypothèses de recherche émises.

Dans le même sens, l'étude menée par Danlami et ses collègues (2019) visant à examiner les effets dynamiques à court et à long terme du déficit budgétaire sur l'inflation au Nigéria. En utilisant un modèle "ARDL" et en se basant sur des données chronologiques allant de 1970 à 2016, les auteurs ont utilisé l'inflation mesurée par l'IPC, le taux de croissance économique (variation du PIB), le déficit budgétaire et le taux de change officiel comme variables. Ils ont conclu que le déficit budgétaire était inflationniste à la fois à court et à long terme au cours de la période étudiée. Ils ont expliqué que les déficits, par le biais de l'approche des dépenses budgétaires", étaient l'un des facteurs contribuant à la pression inflationniste.

En 2019, Erdil Şahin a examiné la validité de la théorie quantitative de la monnaie en Turquie, en prenant en compte le fait que l'inflation est considérée comme un phénomène monétaire qui est lié à la masse monétaire et à l'augmentation des déficits budgétaires. Le chercheur a utilisé un modèle "ARDL" pour analyser la relation entre le déficit budgétaire et l'inflation pendant la période de 1980 à 2017. Les données utilisées étaient annuelles et les variables sélectionnées étaient l'indice des prix à la consommation (IPC) comme variable dépendante, tandis que le déficit budgétaire (déficit budgétaire/PIB) et la masse monétaire ont été utilisés comme variables indépendantes. Les résultats empiriques ont indiqué qu'il y a une corrélation positive à long et à court terme entre l'inflation et le déficit budgétaire.

Pour étudier de manière empirique la liaison, à court et à long terme, entre l'inflation et le déficit budgétaire en Syrie, Bouza et Sharaf (2018) ont employé quatre variables, à savoir : le taux d'inflation, considéré comme la « variable dépendante », et trois variables indépendantes, notamment le déficit budgétaire mesuré par « déficit budgétaire / PIB », la masse monétaire M2 et le Taux de Change Effectif Nominal (NEER), en ayant préalablement effectué une transformation en logarithme naturel (ln) afin de réduire les fluctuations dans les séries. Les données, qui s'étalaient sur la période allant de 1990 à 2010, étaient annuelles. Les auteurs ont utilisé un modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) ainsi que le test de Johanson pour mesurer la cointégration. Les résultats indiquent qu'il existe une relation positive à long terme entre le déficit budgétaire et l'inflation en Syrie, mais pas à court terme.

Bulawayo et al (2018) explorent le rôle des manques à gagner budgétaires en tant que facteur contribuant à l'augmentation des prix en Zambie, en utilisant la méthode "ARDL" la période de 1991 à 2016. Les auteurs ont pris comme variables indépendantes : l'Indice des Prix à la Consommation pour l'inflation, le Produit Intérieur Brut, le rapport entre le déficit budgétaire et le PIB et le taux de change. Les résultats de l'analyse montrent que, même si les manques à gagner ont un impact significatif sur l'inflation à court terme, il n'y a pas de relation significative à long terme.

En 2017, Sanya et Sunday ont étudié la corrélation entre le manque à gagner budgétaire et l'augmentation des prix dans deux économies d'Afrique majeures, à savoir l'Afrique du Sud et le Nigéria. À partir de données trimestrielles de 1980 à 2014, les auteurs ont utilisé trois techniques de calcul, la cointégration de Johanson, le modèle vectoriel à correction d'erreur (VECM) et le test de causalité de Granger. Le test de cointégration de Johanson a révélé la présence d'au moins deux vecteurs de cointégration dans les deux pays. Les résultats de la fonction de réponse impulsionnelle et de la décomposition de la variance ont montré que les effets du manque à gagner budgétaire sur l'inflation étaient positifs et importants dans les deux pays. En outre, la principale cause d'inflation dans les deux pays était le manque à gagner budgétaire et la masse monétaire. En ce qui concerne le test de causalité de Granger, il a révélé une relation unidirectionnelle entre le manque à gagner budgétaire et l'inflation en Afrique du Sud, tandis que la causalité s'est manifestée de manière bidirectionnelle entre le manque à gagner budgétaire et l'inflation au Nigéria.

Par ailleurs, Ehinomen et Ugwu (2017), ont exploré la corrélation entre le manque à gagner budgétaire, l'inflation et la croissance de l'ensemble monétaire au Nigeria de 1970 à 2014 en utilisant un modèle VAR et le test de cointégration de Johansen. Les variables étudiées étaient le taux d'inflation, le taux de croissance de M1 et les déficits budgétaires. Ils ont conclu que le gouvernement nigérian avait engendré des effets déflationnistes en finançant des projets d'investissement déficitaires pour stimuler la productivité et les opportunités d'emploi.

A notre tour, les résultats de nos analyses économétriques nous ont permis de confirmer que le déficit budgétaire exerce un impact positif mais non significatif sur l'inflation en République Démocratique du Congo. L'inflation en RDC est expliquée par le taux de change et le taux de croissance économique. Nous estimons donc qu'il existe une relation statistiquement significative entre ces deux variables et l'inflation.

CONCLUSION

Le but principal de cette recherche était d'étudier l'incidence du déficit budgétaire sur le taux d'inflation entre 2000 et 2023 et d'identifier les variables qui expliquent l'inflation en République Démocratique du Congo. Nous avons émis les hypothèses selon lesquelles, le déficit budgétaire exerce un impact positif mais non significatif sur l'inflation en République Démocratique du Congo, et l'inflation en RDC est expliquée par le taux de change et le taux de croissance économique.

Ainsi, pour vérifier ces hypothèses, nous avons fait recours à une analyse économétrique basée sur un modèle de régression linéaire multiple comprenant le taux d'inflation comme variable expliquée, et le taux du déficit budgétaire, le taux de croissance économique, le taux de change, le taux de variation du prix du carburant et le taux d'exploitation comme variables explicatives.

L'estimation de ce modèle a été faite par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Les données macroéconomiques utilisées proviennent la Banque Centrale du Congo(BCC), du fonds monétaire international (FMI) et de la Banque Mondiale (BM), de l'Institut National de Statistique (INS), Agence Nationale pour la Promotion de l'Investissement (ANAPI) et l'Institut de Recherches Economique et Social (I.R.E.S.), durant la période allant de 2000 ans à 2023.

A l'issue des estimations du modèle économétrique, nous avons abouti aux résultats selon lesquels le déficit budgétaire a une influence positive mais statistiquement non significative sur le taux d'inflation en RDC. Par conséquent, nous concluons que l'inflation courante en RDC n'est pas expliquée par le déficit budgétaire. Nous avons également observé que l'inflation en RDC est réellement expliquée par le taux de change et le taux de croissance économique. Une relation positive est observée entre le taux de change et l'inflation d'une part, et une relation négative entre le taux de croissance économique et l'inflation est constatée. En effet, une augmentation de 1% au niveau de la variable taux de change entraine une hausse de l'inflation de l'ordre de 158,9709%. Par contre, une augmentation de 1% au niveau du taux de croissance économique se traduit par une contraction de l'inflation de l'ordre de 13,37389%.

Ainsi donc, Compte tenu des résultats issus de notre étude, nous formulons les principales recommandations suivantes :

- Les autorités monétaires de la RDC doivent contrôler la masse monétaire en circulation pour éviter la variation du taux de change, donc l'inflation, parce que celle-ci crée l'incertitude macroéconomique qui peut être préjudiciable à la croissance économique et ne contribue pas au bien-être de la population. Le contrôle de la masse monétaire peut passer par le canal du taux d'intérêt, par des réserves obligatoires ou par l'encadrement de crédit ;
- La mise en place des politiques économiques visant d'encourager l'industrie locale pour éviter l'inflation dû à l'importation des produits de première nécessité surtout, afin de contenir l'inflation à un niveau modéré et encourager la croissance économique notamment par la stratégie d'encrage nominale implicite. Les autorités monétaires ne doivent pas attendre que la menace inflationniste se concrétise pour y répondre. Cette stratégie a permis aux USA d'avoir une croissance régulière avec une faible inflation ;

- L'application de la règle k% de Friedman. Selon cette règle, l'augmentation de la masse monétaire doit être proportionnelle à l'augmentation du PIB afin d'éviter l'inflation. La Banque Centrale doit se fixer comme objectif intermédiaire de contrôler l'agrégat monétaire. Elle peut utiliser comme instrument le taux de réescompte.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Banque Centrale du Congo., (2001-2023), *rapports annuels* ;
- Bitemo X. & Manika JP., (2007), *Incertitude et comportement d'investissement en RDC* ; rapport CREA Nairobi ;
- Bitemo, X., (2023), *Note du cours de macroéconomie*, Inédites, L2 SCAD/ISP-MATADI,
- Bodin J., (2010) *Théorie de déficit budgétaire*, Paris;
- Capul J-Y. & Garnier.O., (2017), *L'essentiel de l'économie et des sciences sociales*, Hatier, Paris ;
- Catao & Terrones (2005), *la relation dynamique entre le déficit budgétaire et l'inflation dans 107 pays* ;
- Futi (2015), *lien entre l'inflation et la masse monétaire en, RDC de 1990 à 2013* ; inédit ;
- Gregory N. Mankiw.,(2010), *Macroéconomie*, 5^{ème} édition, De Boeck, Paris;
- Guerrien B., et Gun O., (2012), *Dictionnaire d'analyse économique*, éd. La Découverte, Paris ;
- Erdil Sahin (2019), *Analysis of the relationship between inflation, budget and money supply in turkey by ARDL*, *Trating academy, Jlecon* ;
- INS, (2000-2023), *Rapports annuels* ;
- Krugman P. & al, (2015), *Economie internationale*, 10^{ème} édition NH, Paris ;
- Mabi Mulumba E., (2024), *cours de théories monétaire*, Inédit, L1FASEG/ UK ;
- Montoussé M., (2008), *Théories économiques*, 2^{ème} éd. Bréal, Paris ;
- NSASI L. (2020), *l'impact du financement monétaire du déficit budgétaire sur l'inflation en RDC, 1990-2013*, Inédit ;
- Silem A., et al.(2018), *Lexique d'économie*, 15^{ème} éd. Dalloz, Paris ;
- Waquet I. & Montoussé M., (2012), *Macroéconomie*, Bréal, Paris ;
- WWW.memoireonline.com;
- WWW.viepublique.com;
- WWW.wikipedia.com;
- WWW.investndrc.cd;
- <https://ins-rdc.org>;